



## **Demande de permis d'urbanisme avec concours d'un architecte**

**CADRE RESERVE A LA COMMUNE OU AU FONCTIONNAIRE DELEGUE**

Demandeur

.....

Objet de la demande

.....

Référence dossier

.....

## Cadre 1 - Demandeur

### Personne physique

Nom: \_\_\_\_\_ Prénoms: \_\_\_\_\_

N° national: \_\_\_\_\_

Adresse

Rue: \_\_\_\_\_ n° \_\_\_\_\_ boîte \_\_\_\_\_

Code postal: \_\_\_\_\_ Commune: \_\_\_\_\_ Pays: \_\_\_\_\_

Téléphone: \_\_\_\_\_ Fax: \_\_\_\_\_

Courriel: \_\_\_\_\_

### Personne morale

Dénomination ou raison sociale : **Scrl LES BARALBINS**

Forme juridique : **SCRL**

Adresse

Rue : **Boulevard du Centenaire n° 1** boîte \_\_\_\_\_

Code postal : **1325** Commune : **DION -VALMONT** Pays : **BELGIQUE**

Téléphone : **0477.47.56.50** Fax : \_\_\_\_\_

Courriel : **loic@waucquez.be**

Personne de contact

Nom : **Monsieur WAUCQUEZ** Prénom : **Loïc**

Qualité : **Administrateur**

Téléphone : **0477.47.56.50** Fax : \_\_\_\_\_

Courriel : **loic@waucquez.be**

### Architecte

Nom : **LIZIN**. Prénom : **Bruno**

Dénomination ou raison sociale d'une personne morale : **Scomm Architecte BRUNO LIZIN**

Forme juridique : **Scomm**

Qualité : **Administrateur gérant**

Adresse

Rue : **Rue du Moulin à Vent n° 10.**

Code postal : **5031**. Commune : **GRAND-LEEZ** Pays : **BELGIQUE**

Téléphone : **0475/50.52.39**

Courriel : **bruno@blarchi.be**.

Le demandeur a reçu de son architecte l'attestation n° 21027000176260 délivrée le 01/12/2020 par l'Ordre des Architectes pour le présent projet qui confirme que ce dernier est bien en droit d'exercer la profession. Le contenu de l'attestation est accessible sur le site [www.archionweb.be](http://www.archionweb.be) – attestation.

## Cadre 2 – Objet de la demande

Description succincte du projet :

**Division d'une surface commerciale en deux surfaces**  
**Création d'un atelier de boulangerie avec point de vente**  
**Création d'enseignes lumineuses.**

### PROGRAMME :

- Rez-de-chaussée : Show-room de meubles existants, création d'un atelier de boulangerie et pâtisserie avec point de vente.
- Etagage : conciergerie su show-room de meubles.

### DIMENSIONS :

- Longueur façade avant : 52.20 m
- Longueur façade avant modifiée pour le projet : 17.70 m
- Profondeur du volume principal : 44.86 m
- Hauteur minimale volume principal : 4.70 m
- hauteur maximale volume principal : 6.95 m

### LEGENDE DES MATERIAUX :

- Parement de façade en panneaux en silex lavé (existant)
- Parement de façade en panneaux en béton cellulaire blanc (existant)
- Parement de façade en crépi ton gris clair
- Menuiseries extérieures en Aluminium laqué ton anthracite
- Seuils en pierre bleue. (Existant)
- Nochère et DEP en zinc(existant)
- Profil de rive en aluminium laque ton gris clair.
- Couverture de toiture en panneaux sandwiches avec étanchéité soudée ton noir (existant)
- Habillage dépassant de façade en panneaux type TRESPA blanc

Si la mise en œuvre du projet est souhaitée par phases, la description de ce phasage :

**SANS OBJET**

## Cadre 3 - Coordonnées d'implantation du projet

Rue : **Chaussée de Namur n° : 246**

Commune : **1300 WAVRE**

Liste des parcelles cadastrales concernées par la demande

Si le projet concerne plus de cinq parcelles, joindre une vue en plan reprenant l'ensemble des parcelles

	Commune	Division	Section	N° et exposant	Propriétaire
Parcelle 1	<b>WAVRE</b>	<b>2° DIV</b>	<b>K</b>	<b>20 g</b>	<b>MOBI DISCOUNT</b>
Parcelle 2					
Parcelle 3					
Parcelle 4					
Parcelle 5					

Existence de servitudes et autres droits :

Non

Oui : .....

## Cadre 4 - Antécédents de la demande

- Réunion de projet en date du .....
- Certificat d'urbanisme n°1 délivré le..... à ....
- Certificat d'urbanisme n° 2 délivré le..... à ....
- Certificat de patrimoine délivré le .....à....
- Autres permis relatifs au bien (urbanisme, urbanisation, environnement, unique, implantation commerciale, intégré, ...) :
- **Permis de bâtir délivré pour la construction du hall**
- **Permis de bâtir délivré pour l'extension du hall**
- **Permis intégré délivré par le Collège Communal en 2016**
- **-Réunion pour la présentation du projet en présence de Madame la bourgmestre, de monsieur l'Echevin du commerce, des responsables des services urbanisme et développement économique le 18/09/2020**

## Cadre 5 - Situation juridique du bien

### Liste des documents du CoDT qui s'appliquent au bien et précision du zonage

- Schéma de développement territorial si application de l'article D.II.16 du CoDT :
- Plan de secteur : **Zone d'habitat au plan de secteur de WAVRE, JODOIGNE, PERWEZ, arrêté royal du 28/03/1979**
- Carte d'affectation des sols : **Sans objet.**
- Schéma de développement pluricommunal : **Sans objet**
- Schéma de développement communal : **Sans objet**
- Schéma d'orientation local : **Sans objet**
- Guide communal d'urbanisme : **Règlement communal de bâtisse relatif à l'entretien des terrains bâtis et non bâtis.**
- **Règlement communal de bâtisse relatif à la protection des arbres et des espaces verts**
- Guide régional d'urbanisme : **Sans objet**

~~Si le projet est soumis aux normes relatives à la qualité acoustique des constructions, dont celles situées dans les zones B, C et D des plans de développement à long terme des aéroports régionaux, joindre le formulaire Dn.~~

- Permis d'urbanisation : **délivré le 29/04/1966 à Monsieur LEROY Hervé Lot n :**
- ~~Bien comportant un arbre — arbuste — une haie remarquable~~
- ~~Bien soumis à la taxation des bénéfices résultant de la planification~~
- ~~Site à réaménager, site de réhabilitation paysagère et environnementale, périmètre de remembrement urbain, de rénovation urbaine, de revitalisation urbaine, zone d'initiative privilégiée : ...~~

### Autres caractéristiques du bien

- ~~Bien exposé à un risque naturel ou à une contrainte géotechnique majeurs : l'inondation comprise dans les zones soumises à l'aléa inondation au sens de l'article D.53 du Code de l'eau — l'éboulement d'une paroi rocheuse — le glissement de terrain — le karst — les affaissements miniers — le risque sismique — autre risque naturel ou contrainte géotechnique majeurs :~~
  - ~~Bien situé — dans — à proximité — d'un site Natura 2000 proposé ou arrêté — d'une réserve naturelle domaniale — d'une réserve naturelle agréée — d'une cavité souterraine d'intérêt scientifique — d'une zone humide d'intérêt biologique — d'une réserve forestière — visé(e) par la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature...~~
  - ~~Bien repris dans le plan relatif à l'habitat permanent....~~
  - ~~Bien dont la localisation est — n'est pas — susceptible d'accroître le risque d'accident majeur ou d'en aggraver les conséquences, compte tenu de la nécessité de maintenir une distance appropriée vis-à-vis d'un établissement existant présentant un risque d'accident majeur au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement~~
  - ~~S'agit-il de la création — modification — d'un établissement présentant un risque d'accident majeur au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ?~~
- ~~\_\_\_\_\_ Non~~
- ~~\_\_\_\_\_ Oui : .....~~

- Bien situé dans le périmètre du Plan d'Assainissement par Sous-bassin Hydrographique de **LA DYLE** qui reprend celui-ci **en zone d'épuration collective**
- ~~Présence d'une zone de prévention arrêtée, d'une zone de prévention forfaitaire ou d'une zone de surveillance relative aux captages d'eaux potabilisables instaurée en vertu du Code de l'eau: ....~~
- ~~Présence d'un cours d'eau de 1<sup>ère</sup> – 2<sup>ème</sup> – 3<sup>ème</sup> catégorie :.....~~
- ~~Autres :....~~

**Pour la région de langue française, en application du Code wallon du Patrimoine**

- ~~Site – site archéologique – monument – ensemble architectural – inscrit sur la liste de sauvegarde~~
- ~~Site – site archéologique – monument – ensemble architectural – classé~~
- ~~Site – site archéologique – monument – ensemble architectural – soumis provisoirement aux effets du classement~~
- ~~Site – site archéologique – monument – ensemble architectural – figurant sur la liste du patrimoine immobilier exceptionnel~~
- ~~Zone de protection :~~
- ~~Bien repris pastillé à l'inventaire régional du patrimoine~~
- ~~Bien relevant du petit patrimoine populaire qui bénéficie ou a bénéficié de l'intervention financière de la Région~~
- ~~Bien repris à l'inventaire communal~~
- ~~Bien visé à la carte archéologique pour autant que les actes et travaux projetés impliquent une modification de la structure portante d'un bâtiment antérieur au XXe siècle~~
- ~~Bien visé à la carte archéologique, pour autant que les actes et travaux projetés impliquent une modification du sol ou du sous-sol du bien~~
- ~~Bien visé par un projet dont la superficie de construction et d'aménagement des abords est égale ou supérieure à un hectare~~

**Pour la région de langue allemande, en vertu du décret du 23 juin 2008 relatif à la protection des monuments, du petit patrimoine, des ensembles et sites, ainsi qu'aux fouilles**

- ~~Bien provisoirement ou définitivement classé~~
- ~~Bien situé dans une zone de protection d'un bien provisoirement ou définitivement classé~~

## Cadre 6 - Options d'aménagement et parti architectural du projet

**Le projet consiste à diviser une surface commerciale en deux, création d'un atelier de boulangerie et de pâtisserie avec point de vente et réalisation d'enseignes lumineuses.**

La société Les Baralbins srl, propriétaire des enseignes de boulangerie et pâtisserie "L'atelier de Séraphine" et "Séraphine" est en forte croissance depuis le début de l'année 2020.

A périmètre constant (4 magasins dans le Brabant Wallon et dans le Brabant Flamand), le chiffre d'affaires de novembre 2020 se situe 25% au-dessus de celui de novembre 2019.

Une nouvelle boutique a été ouverte à Uccle en juin 2020, ce qui fait que le chiffre d'affaires total (incluant Uccle) en novembre 2020 se situe 49% au-dessus de celui de novembre 2019.

Ces bons résultats ont pour conséquence que les ateliers de production, situés actuellement à Maleizen (3090 Overijse), deviennent trop petit en termes de capacité de production, de stockage et de possibilité d'accueillir des travailleurs supplémentaires.

Afin de poursuivre leurs activités et pour les développer davantage, le maître de l'ouvrage a besoin d'un atelier central plus important et beaucoup plus vaste. La partie du hall mis à disposition par la société MOBI DISCOUNT sera transformé en un atelier de boulangerie et de pâtisserie avec des zones de stockage et de livraisons.

Production de moins de 5 tonnes par jour, une demande de classe 3 sera introduite en parallèle du permis pour la production et pour la cabine électrique de 250 KVA.

Il n'y aura pas de modifications de la volumétrie, ni de l'emprise au sol. Seul, les façades seront modifiées pour la création de nouveaux accès pour les livraisons, pour le départ des produits finis, pour l'accès du personnel et pour l'accès à la cabine électrique.

Les façades seront rénovées par la pose d'un crépi de ton gris clair sur le trumeau de briques existants en façade avant et sur les panneaux en béton silex lavé situé sur la façade latérale.

L'avancée de façade située en partie supérieure sera recouverte de panneaux TRESPA de ton blanc pour accueillir les lettrages publicitaires de ton brun avec un rétro-éclairage. Les menuiseries extérieures seront remplacées par des châssis en aluminium de ton anthracite.

Un accès sera créé dans le dégagement latéral pour l'approvisionnement des matières premières et pour le départ des produits finis.

Le parking existant sera rénové par la création d'une zone asphaltée devant l'entrée et dans le dégagement latéral, d'un emplacement PMR et d'une zone de circulation devant les vitrines.

L'organisation du parking existant ne sera pas modifiée. On garde l'entrée devant notre projet et la sortie devant l'entrée de MOBI DISCOUNT. Une convention pour l'utilisation commune du parking existant a été convenue entre les deux parties. Il y a +/- 25 emplacements en sachant que le turn-over est très important dans une boulangerie, que les clients restent en général 5 minutes et qu'il y a au maximum une dizaine de clients en même temps dans le commerce. Le point de vente ne va pas engendrer de problème de parking, ni de circulation sur la chaussée de Namur.

L'implantation d'une boulangerie à cet endroit permettra de servir une clientèle locale de résidents et de bureaux pour leurs besoins quotidiens ainsi que pour des sandwiches du midi.

En regardant le reportage photographique, on constate la présence de plusieurs immeubles à appartements. Les résidents ne descendent pas dans le centre de WAVRE qui est souvent embouteillé pour aller chercher leur pain. Il y a une demande locale fort importante ainsi que pour les sandwiches au vu des nombreuses surfaces commerciales et ateliers installés à proximité.

Le projet va permettre de créer des emplois, d'utiliser une surface non utilisée, de rénover entièrement cette partie du bâtiment, d'amener une nouvelle clientèle dans cette zone d'activités économiques.

## Cadre 7 – Liste et motivation des dérogations et écarts

Lorsque la demande implique une dérogation au plan de secteur ou aux normes du guide régional d'urbanisme, ou un écart à un schéma, à une carte d'affectation des sols, aux indications d'un guide d'urbanisme ou au permis d'urbanisation, la justification du respect des conditions fixées par les articles D.IV.5 à D.IV.13. du CoDT :

**L'article. D.IV.5 stipule :**

*Un permis ou un certificat d'urbanisme n°2 peut s'écarter du schéma de développement du territoire lorsqu'il s'applique, d'un schéma de développement pluricommunal, d'un schéma de développement communal, d'un schéma d'orientation local, d'une carte d'affectation des sols, du contenu à valeur indicative d'un guide ou d'un permis d'urbanisation moyennant une motivation démontrant que le projet :*

*1° ne compromet pas les objectifs de développement territorial, d'aménagement du territoire ou d'urbanisme contenus dans le schéma, la carte d'affectation des sols, le guide ou le permis d'urbanisation ;*

*2° contribue à la protection, à la gestion ou à l'aménagement des paysages bâtis ou non bâtis.*

**Le projet est en écarts par rapport aux prescriptions du lotissement LEROY Hervé**

**Implantation et affectation**

Malgré (ou grâce à) ces écarts :

Le projet ne compromet pas les objectifs de développement territorial, d'aménagement du territoire ou d'urbanisme contenus dans le guide communal d'urbanisme pour les raisons suivantes :

**Transformation d'un hall existant comprenant un show-room de meubles et une conciergerie.**

**Aucun lot n'a été mis en œuvre et l'affectation de logement prévue dans le permis a été remplacée par la construction de 3 halls commerciaux.**

**Deux permis ont été délivrés pour la construction et l'extension du hall malgré l'existence du lotissement.**

Le projet contribue à la protection, à la gestion ou à l'aménagement des paysages bâtis ou non bâtis pour les raisons suivantes :

**Sans objet, transformation d'un hall commercial existant.**

## Cadre 8 - Code de l'Environnement

La demande comporte (joindre en annexe):

☐ Une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement

☒ Une étude d'incidences sur l'environnement



## Cadre 9 – Décret relatif à la gestion des sols

Vérifier les données relatives au bien inscrites dans la banque de données au sens du décret du 1er mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols. Joindre en annexe le formulaire, dûment complété et accompagné des documents requis, tel que visé en annexe 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols. **VOIR ANNEXE**

## Cadre 10 - Décret relatif à la voirie communale : création, modification ou suppression de voirie(s) communale(s)

- ☐ Non
- ☒ Oui : description succincte des travaux.....

~~Joindre en annexe le contenu prévu par l'article 11 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale ou l'autorisation définitive en la matière~~

## Cadre 11 – Décret relatif à la performance énergétique des bâtiments

La demande comporte (joindre en annexe):

Le ou les documents requis en vertu du décret PEB et de ses arrêtés

## Cadre 12 – Formulaire statistique

Respecter la législation fédérale en matière de formulaire statistique

## Cadre 13 – Réunion de projet

La demande comporte (joindre en annexe) :

- ☐ Le procès-verbal non décisionnel de la réunion lorsqu'une réunion de projet a été réalisée
- ☐ La preuve de la demande d'une réunion de projet obligatoire en vertu du CoDT, si cette réunion de projet a été sollicitée et qu'elle ne s'est pas tenue dans les 20 jours de la demande

## Cadre 14 - Annexes à fournir

La liste des documents à déposer en quatre exemplaires est la suivante :

- ☒ Un plan de situation du bien concerné dressé à l'échelle de 1/10. 000<sup>e</sup> ou de 1/5.000<sup>e</sup>, qui figure dans un rayon de 500 mètres de celui-ci :
  - ☒ L'orientation ;
  - ☒ La localisation du bien concerné par le projet par rapport au noyau central de la localité ;
  - ☒ Les voies de desserte et leur dénomination ;
- ☒ Un plan qui figure le contexte urbanistique et paysager établi à l'échelle de 1/1.000<sup>e</sup> ou de 1/500<sup>e</sup> et qui figure :
  - ☒ L'orientation ;
  - ☒ La voirie de desserte cotée avec indication de son statut juridique ;
  - ☒ L'implantation, le gabarit, la nature ou l'affectation des constructions existantes sur le bien concerné et dans un rayon de 50 mètres de celui-ci ;
  - ☐ Lorsque le projet implique l'application des articles D.IV.5 à D.IV.13 du CoDT, les principales caractéristiques du paysage telles que les éléments marquants du relief, les courbes de niveaux, la végétation, en ce compris l'existence d'arbres ou de haies remarquables au sens de l'article D.IV.4, 12° du CoDT, la présence d'un cours d'eau ou tout autre élément marquant sur le bien concerné et dans un rayon de 100 mètres de celui-ci ;
  - ☒ L'indication numérotée des prises de vues du reportage photographique visé ci-dessous ;
- ☒ Un reportage photographique en couleurs qui permet la prise en compte du contexte urbanistique et paysager dans lequel s'insère le projet et qui contient au minimum :
  - ☐ Deux prises de vues, l'une à front de voirie, montrant la parcelle et les immeubles la jouxtant, l'autre montrant la ou les parcelles en vis-à-vis de l'autre côté de la voirie ;
  - ☒ Au moins trois prises de vues différentes afin de visualiser les limites du bien concerné, les constructions voisines et l'environnement général ;
  - ☐ Lorsqu'il s'agit d'une nouvelle construction ou lorsque le projet implique l'application des articles D.IV.5 à D.IV.13 du CoDT ou lorsque le projet est situé dans un périmètre d'intérêt paysager, au moins trois prises de vue différentes éloignées qui permettent de visualiser le contexte paysager d'ensemble dans lequel s'insère le projet, avec indication sur la photographie du lieu d'implantation du projet ;
- ☒ Le cas échéant, une note de calcul justifiant le respect du critère de salubrité visé à l'article 3. 5° du Code wallon du logement et de l'habitat durable et portant sur l'éclairage naturel
- ☒ Un plan d'implantation représentant l'occupation de la parcelle, dressé à l'échelle de 1/500<sup>e</sup>, de 1/250<sup>e</sup> ou de 1/200<sup>e</sup> et qui figure :
  - ☒ Les limites cotées de la parcelle concernée et les courbes de niveau ;
  - ☐ Lorsqu'elle porte sur la construction groupée d'habitations à diviser ultérieurement en lots sans que le permis d'urbanisation soit requis au préalable, les limites des lots ;
  - ☒ Au moins deux coupes significatives longitudinale et transversale cotées du relief ainsi que, le cas échéant, les modifications projetées et cotées qui s'y rapportent ;

- ☐ Si le projet implique une modification sensible du relief du sol, l'indication cotée du relief existant de cinq mètres en cinq mètres sur le plan d'implantation avec la mention de l'affectation actuelle du terrain, ainsi que les coupes indiquant la surface de nivellement du terrain ;
- ☐ Le cas échéant, l'implantation et le gabarit côtés des constructions existantes sur la parcelle, à maintenir ou à démolir ;
- ☒ L'implantation et le gabarit côtés des constructions projetées ;
- ☒ Les servitudes du fait de l'homme sur le terrain ;
- ☒ Le cas échéant, le tracé des infrastructures de transport de fluide et d'énergie qui traversent le ou les biens concernés ;
- ☒ L'aménagement maintenu ou projeté du solde de la parcelle concernée, en ce compris les zones de recul, les clôtures de celle-ci, les aires de stationnement pour les véhicules, les matériaux projetés ainsi que l'emplacement, la végétation existante qui comprend les arbres à haute tige, les haies à maintenir ou à abattre, ainsi que les arbres remarquables et les plantations projetées ;
- ☒ Le niveau d'implantation du projet par rapport à un repère fixe du domaine public ;
- ☒ Les aménagements et équipements de la voirie, ainsi que, le cas échéant, les modifications projetées et cotées qui s'y rapportent ;
- ☐ Le réseau de principe du système d'évacuation des eaux ;
- ☐ En cas d'épuration individuelle avec dispersion des eaux dans le terrain, une étude hydrologique.
- ☒ La visualisation du projet reprenant les constructions à maintenir, à démolir ou à construire, dressée à l'échelle de 1/100<sup>e</sup> ou 1/50<sup>e</sup>, qui figure :
  - ☒ La vue en plan de chaque niveau ainsi que l'affectation actuelle et future des locaux ;
  - ☒ Les élévations ;
  - ☒ La légende des matériaux de parement des élévations et de couverture des toitures ainsi que leurs tonalités ;
  - ☒ Les coupes transversales et longitudinales cotées qui comportent le niveau d'implantation du rez-de-chaussée, les niveaux du relief du sol existant et projeté et le profil des constructions contiguës ;
- ☐ Le cas échéant, les mesures techniques actives et passives prévues par l'architecte pour prévenir ou minimiser les risques au regard des zones à risques définies par l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire et en relation avec le plan d'action régionale en matière de lutte contre le radon ;
- ☐ Le cas échéant, le dossier technique du projet de voirie, qui comprend :
  - ☐ Une vue en plan et des profils en long établis à l'échelle de 1/200<sup>e</sup> ou 1/1000<sup>e</sup>;
  - ☐ Des profils en travers établis à l'échelle de 1/100<sup>e</sup> ou 1/50<sup>e</sup> ;
  - ☐ Une coupe-type avec les matériaux projetés.

La coupe-type peut être fixée en fonction d'un cahier des charges imposé par l'autorité compétente.

**Les plans sont numérotés et pliés au format standard de 21 sur 29,7centimètres.**

## **Cadre 15 - Signatures**

Je m'engage à solliciter les autorisations ou permis imposés, le cas échéant, par d'autres lois, décrets ou règlements.

**Signature du demandeur ou du mandataire**

.....

## ***Extrait du Code du Développement Territorial***

### **Art. D.IV.33**

Dans les vingt jours de la réception de l'envoi ou du récépissé de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 :

1° si la demande est complète, le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin, ou le fonctionnaire délégué envoie un accusé de réception au demandeur. Il en envoie une copie à son auteur de projet ;

2° si la demande est incomplète, le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin, ou le fonctionnaire délégué adresse au demandeur, par envoi, un relevé des pièces manquantes et précise que la procédure recommence à dater de leur réception. Il en envoie une copie à son auteur de projet. Le demandeur dispose d'un délai de 180 jours pour compléter la demande ; à défaut, la demande est déclarée irrecevable. Toute demande qualifiée d'incomplète à deux reprises est déclarée irrecevable.

**Lorsque le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin n'a pas envoyé au demandeur l'accusé de réception visé à l'alinéa 1er, 1° ou le relevé des pièces manquantes visé à l'alinéa 1er, 2° dans le délai de vingt jours, la demande est considérée comme recevable et la procédure est poursuivie si le demandeur adresse au fonctionnaire délégué une copie du dossier de demande qu'il a initialement adressé au collège communal, ainsi que la preuve de l'envoi ou du récépissé visé à l'article D.IV.32. Le demandeur en avertit simultanément le collège communal. À défaut d'envoi de son dossier au fonctionnaire délégué dans les trente jours de la réception de l'envoi ou du récépissé de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 visés à l'article D.IV.32, la demande est irrecevable.** Lorsque, dans le même délai de trente jours, le collège communal n'a pas informé par envoi le fonctionnaire délégué du délai dans lequel la décision du collège communal est envoyée, le fonctionnaire délégué détermine lui-même ce délai sur base du dossier et des consultations obligatoires. Ce délai s'impose au collège communal, qui en est averti par envoi.

Lorsque le fonctionnaire délégué n'a pas envoyé au demandeur l'accusé de réception visé à l'alinéa 1er, 1° ou le relevé des pièces manquantes visé à l'alinéa 1er, 2° dans le délai de vingt jours, la demande est considérée comme recevable et la procédure est poursuivie.

### **Art. R.IV.26-1**

(...)

Lorsque la demande de permis couvre des objets distincts qui nécessitent des formulaires différents, ceux-ci sont annexés au dossier et forment une seule demande de permis.

### **Art. R.IV.26-3**

Moyennant accord préalable de l'autorité compétente ou de la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou du fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16, le demandeur peut produire les plans à une autre échelle que celles arrêtées.

À titre exceptionnel, l'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 peut solliciter la production de documents complémentaires si ceux-ci sont indispensables à la compréhension du projet. Ces documents complémentaires sont mentionnés dans le relevé des pièces manquantes visé à l'article D.IV.33, alinéa 1er, 2°.

Le nombre d'exemplaires à fournir est fixé dans les annexes 4 à 11 visées à l'article R.IV.26-1.

Les communes peuvent adapter les annexes 4 à 11 dans le cadre de l'application de la réglementation relative à la protection des données personnelles qui les concerne et pour cette seule fin, et ajouter au formulaire adapté le nom de la commune et son logo.

Lorsque l'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 sollicite des exemplaires supplémentaires auprès du demandeur, elle le mentionne dans le relevé des pièces manquantes visé à l'article D.IV.33, alinéa 1er, 2°. Le nombre de ces exemplaires complémentaires ne peut dépasser celui des avis à solliciter.

L'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 peut inviter le demandeur à communiquer l'exemplaire supplémentaire sur support informatique en précisant le format du fichier y relatif.

## ***Protection des données***

L'exigence de fourniture de données à caractère personnel a un caractère réglementaire.

Conformément à la réglementation en matière de protection des données et au Code du développement territorial (CoDT), les informations personnelles communiquées ne seront utilisées par la Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie du Service public de Wallonie, si la demande est introduite auprès d'un fonctionnaire délégué, ou par la commune, si la demande est introduite auprès d'une commune, qu'en vue d'assurer le suivi de votre dossier.

Ces données ne seront communiquées qu'aux autorités, instances, commissions et services prévus dans le CoDT, et particulièrement son livre IV. Le SPW ou la commune peut également communiquer vos données personnelles à des tiers si la loi l'y oblige ou si le SPW ou la commune estime de bonne foi qu'une telle divulgation est raisonnablement nécessaire pour se conformer à une procédure légale, pour les besoins d'une procédure judiciaire.

Ces données ne seront ni vendues ni utilisées à des fins de marketing.

Elles seront conservées aussi longtemps que le permis ou le certificat d'urbanisme est valide. Pour les permis ou certificats d'urbanisme périmés, les données électroniques seront conservées sous une forme minimisée permettant au SPW ou à la commune de savoir qu'un permis ou certificat d'urbanisme vous a été attribué et qu'il est périmé.

**Si la demande est introduite auprès d'un fonctionnaire délégué :**

Vous pouvez gratuitement rectifier vos données ou en limiter le traitement auprès du fonctionnaire délégué.

Sur demande via un formulaire disponible sur l'ABC des démarches du Portail de la Wallonie, vous pouvez gratuitement avoir accès à vos données ou obtenir de l'information sur un traitement qui vous concerne. Le Délégué à la protection des données du Service public de Wallonie en assurera le suivi.

Monsieur Thomas Leroy

Fonction : Délégué à la protection des données du Service public de Wallonie

E-mail : dpo@spw.wallonie.be

Pour plus d'informations sur la protection des données à caractère personnel au SPW, rendez-vous sur l'ABC des démarches du Portail de la Wallonie.

**Si la demande est introduite auprès d'une commune :**

Vous pouvez gratuitement rectifier vos données ou en limiter le traitement auprès de la commune.

Vous pouvez gratuitement avoir accès à vos données ou obtenir de l'information sur un traitement qui vous concerne en contactant le responsable du traitement, le Délégué à la protection des données (ou Data Protection Officer- DPO) l'adresse postale suivante

**Commune de WATERLOO, service urbanisme**

**Rue François Libert, 28**

**1410 WATERLOO**

Enfin, si dans le mois de votre demande, vous n'avez aucune réaction du SPW lorsque la demande est introduite auprès du fonctionnaire délégué, ou de la commune lorsque la demande est introduite auprès de la commune, vous pouvez introduire une réclamation sur le site internet de l'Autorité de protection des données (APD) : <https://www.autoriteprotectiondonnees.be/> ou contacter l'Autorité de protection des données pour introduire une réclamation à l'adresse suivante : 35, Rue de la Presse à 1000 Bruxelles ou via l'adresse courriel : [contact@apd-gba.be](mailto:contact@apd-gba.be)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du

Le Ministre-Président,

Willy BORSUS

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire,

Carlo DI ANTONIO